

# GRANDS LACS ECHOS

Publication mensuelle du Réseau Européen pour l'Afrique Centrale ( EURAC )

● European Network For Central Africa ● N° 1 MAI 2004

## ► EDITORIAL A l'Est du Congo, du nouveau ?

**C**hers lecteurs,

Vous avez globalement très bien accueilli le «n° 0» de Grands Lacs Echos. La formule a donc largement été reconduite pour ce n° 1, en intégrant les remarques et suggestions qui nous avaient été transmises. Merci de continuer à nous envoyer vos commentaires, critiques et propositions !

Ce mois d'avril 2004, après les commémorations du 10<sup>ème</sup> anniversaire du génocide rwandais, a été particulièrement mouvementé dans les Grands Lacs. Si la situation semble se stabiliser de jour en jour au Burundi, malgré une certaine lenteur dans l'intégration des forces rebelles dans l'armée nationale, en revanche ces dernières semaines ont été plus « tendues » en ce qui concerne la situation à l'Est de la RDC et les relations avec le voisin Rwandais. Pour la première fois, la MONUC est tombée nez à nez sur des troupes de l'APR en territoire congolais et a très formellement condamné cette présence étrangère, plus d'un an et demi après le retrait officiel (et donc théorique) de tous les soldats rwandais de la RDC. Dans le même temps, pour la première fois, les Forces Armées de la RDC ont lancé une offensive volontariste contre des FDLR, opération relativement couronnée de succès, avec une sécurisation du milieu et la capture de plusieurs combattants. Une fois de plus, on s'est rendu compte qu'ils n'étaient pas suffisamment informés sur le dispositif de DDR, voire qu'ils étaient littéralement « *pris en otage* » par leurs chefs dès lors que l'un d'entre eux commençait à envisager de déposer les armes et de rentrer au pays. Au-delà du jeu de poker menteur qui se prolonge à Kinshasa, il est probable que la pacification durable de toute la sous-région va se jouer sur cette question de la neutralisation des « *forces négatives* » encore actives à l'Est de la RDC.

Pour le Conseil d'Administration d'Eurac,  
Nicolas Vercken

## ► SOMMAIRE

- Grands Lacs
  - Conférence internationale
- Ouganda
  - Nouvelle rébellion
- Burundi
  - Le CNDD-FDD entre dans l'Assemblée nationale et l'Administration territoriale
  - Le FNL poursuit la lutte armée
  - Incertitude sur les élections
  - Un pays privé de soins de santé
  - Nouveau Nonce apostolique
  - Un site pour les femmes
- RDC
  - Contrôle des trafics d'armes
  - Cacophonie au gouvernement
  - Insécurité à l'Est
  - Le RCD accusé d'achats de terre
  - La Banque mondiale accusée de chercher à accaparer les mines
- Rwanda
  - Libération de 4.000 prisonniers
  - Procès Pasteur Bizimungu
  - Sommet de la réconciliation
  - L'Armée aux frontières
  - Reddition d'un chef rebelle
- Documents recensés du 8 avril au 15 mai 2004

### Editeur responsable

Luc Claessens

Rue des Tanneurs, 165  
1000 Bruxelles (Belgique)  
Tél 00 32 2/502 33 12  
Fax 00 32 2/ 502 21 42  
email:  
[joseph.ntamahungiro@eurac-network.org](mailto:joseph.ntamahungiro@eurac-network.org)

# GRANDS LACS

---

## ► Conférence régionale

Selon l'agence APA du 20 avril 2004, le Coordonnateur national du Comité préparatoire de la Conférence internationale sur les Grands Lacs pour la RDC, Baudoin Hamuli Kabaruzza, un premier sommet des chefs d'Etat de la sous-région des Grands Lacs pourra se tenir en novembre 2004 à Dar es Salaam, en Tanzanie. Hamuli a affirmé que cette conférence est un processus à plusieurs étapes qui devrait durer 18 mois. Elle devrait porter sur cinq thèmes: *la paix et la sécurité, la démocratie et la bonne gouvernance, le développement économique, l'intégration régionale, les questions sociales et humanitaires.*

Le second sommet des chefs d'Etat de la sous-région est prévu en juin 2005. Il devrait réunir douze pays de la sous-région avec comme observateurs l'Egypte, les grandes puissances occidentales et l'Afrique du Sud.

Selon une dépêche de l'Agence IRIN datée du 10 mai 2004, des représentants des Eglises du Burundi, de la RDC, du Kenya, du Rwanda, de la Tanzanie, de l'Ouganda et de la Zambie participent les 10-11 mai à Nairobi à un atelier préparatoire à cette Conférence. Facilitée par un forum ocuménique, "*The fellowship of Christian Councils and Churches in the Great Lakes and Horn of Africa (FECCLAHA)*", la rencontre a pour but de trouver une position commune des Eglises aux problèmes de la région. Y participent aussi des représentants des Nations Unies, de l'Union africaine et de l'organisation Christian Aid.

Dans le prolongement de cet atelier, la Fondation Mwalimu Nyerere vient d'annoncer qu'une rencontre de la Coordination de la Société civile de la région des Grands Lacs se tiendra en Tanzanie du 1<sup>er</sup> au 5 juillet 2004. Une réunion préparatoire aura lieu également en Tanzanie du 3 au 4 juin 2004.

## ► Ouganda : Nouvelle rébellion

Selon l'AFP du 9 mai 2004 citant un porte-parole de l'armée ougandaise, le général Bantariza, un nouveau groupe rebelle, dirigé par des officiers ougandais "*renégats*", menace l'Ouganda depuis la RDC. Il se nommerait *l'Armée de rédemption du peuple (PRA)*. L'Ouganda en aurait déjà informé Kinshasa et la MONUC. Toujours selon le porte-parole de l'armée ougandaise, ces rebelles seraient nombreux mais encore loin de la frontière. L'armée ougandaise est "*prête à leur faire face physiquement, s'ils décident finalement d'attaquer*", a-t-il ajouté, sans plus de précisions.

Certains commentateurs congolais ne croient pas dans l'existence de cette rébellion et y voient une manœuvre pour Kampala de renvoyer ses troupes en RDC.

# Burundi

---

## ► En résumé

Au niveau politique, l'ex-mouvement rebelle CNDD-FDD de Pierre Nkurunziza accède à l'Assemblée nationale, à l'administration territoriale et à des postes diplomatiques. Cependant, c'est toujours l'impasse au niveau du calendrier électoral après l'échec des travaux y relatifs au sein du Forum des partis politiques. Au niveau de la sécurité, une province (sur 16) vit toujours des combats entre l'armée et le FNL-Palipehutu de Rwaswa Agathon malgré l'annonce de ce mouvement de mettre fin aux combats. Sur le plan humanitaire, un million de Burundais n'ont pas accès aux soins les plus élémentaires, selon une enquête de MSF. Au niveau de l'Eglise catholique, un nouveau nonce apostolique est arrivé au Burundi le 21 avril 2004 en remplacement de Mgr Courtney assassiné le 29 décembre 2003. Au niveau de la presse, le premier site pour les femmes et animé par des femmes vient de voir le jour.

## ► Le CNDD-FDD entre dans l'Assemblée nationale

Le 8 avril 2004, le CNDD-FDD de Pierre Nkurunziza est entré à l'Assemblée nationale avec 15 députés, 10 hommes et 5 femmes. Un de ses membres a été élu par acclamation au poste de 2<sup>ème</sup> Vice-président. Avec le soutien d'une cinquantaine de députés transfuges de quatre partis politiques (Frodebu, Uprona, Abasa et Inkinzo), le CNDD-FDD devient ainsi le deuxième groupe parlementaire (après le Frodebu). L'entrée du CNDD-FDD a provoqué la suspension de la participation des groupes parlementaires de l'Uprona et de «*Lutte contre le génocide et l'exclusion*» pour protester contre cette élection. Suite à l'entrée de 13 anciens officiers de l'armée burundaise, les parlementaires des partis CNDD-FDD, PADER et RPB ont décidé à leur tour de suspendre leur participation pour protester contre la présence de ces militaires.

## ► Le CNDD-FDD entre dans l'administration territoriale

Le 3 mai 2004, le CNDD-FDD annonçait que ses ministres et ses députés suspendaient leur participation au Conseil des ministres et de l'Assemblée nationale pour protester contre le retard mis par le gouvernement dans la mise en application de l'Accord du 16 novembre 2003 signé entre ce mouvement et le Gouvernement. Cédant à cette pression, le Président Domitien Ndayizeye a promulgué, le 7 mai 2004, un décret portant nomination de 4 nouveaux gouverneurs de province dont 2 du CNDD-FDD, de 6 conseillers de gouverneurs, dont 5 du CNDD-FDD et de 47 nouveaux administrateurs communaux dont 26 de ce mouvement. Il reste encore à octroyer à ce mouvement une province et une commune.

Par la même occasion, le CNDD-FDD a obtenu deux postes d'ambassadeurs et plusieurs autres de Conseillers et Secrétaires d'ambassade.

## ► Le FNL poursuit la lutte armée

Malgré l'annonce de «*l'arrêt immédiat des hostilités*» proclamé par le FNL-Palipehutu de Rwaswa Agathon lors de son Congrès à Kigoma du 19 au 21 avril 2004, les combats se sont poursuivis entre l'Armée et ce mouvement dans la Province de Bujumbura rural, moins de 24h après cette proclamation. Ce mouvement et l'armée se rejettent la responsabilité de la violation du cessez-le-feu. Lors de leur mini-sommet du 8 mai 2004, les présidents du Burundi, de l'Ouganda et de Tanzanie ont une nouvelle fois appelé le FNL à déposer les armes. Ils ont déclaré qu'un dernier sommet consacré au FNL aurait lieu en juin prochain.

# Burundi

---

## ► Incertitude sur les élections

Selon une information diffusée par le site burundais [arib@news](mailto:arib@news), le 13 avril 2004, le forum des 24 partis politiques et ex-mouvements rebelles du Burundi, qui étudiait l'avant-projet de Constitution devant régir l'après-transition, a terminé ses travaux sans trouver de compromis. De l'aveu même du Président Ndayizeye, «*il n'y a eu aucun consensus sur aucun sujet (...). Tout le monde est d'accord sur le principe du partage du pouvoir entre les ethnies, la vraie question est de se mettre d'accord sur les niveaux de représentation de chacun*» dans les institutions de l'après-transition. Le forum qui devait durer quelques jours avait duré trois semaines. Or, selon l'Accord d'Arusha, ces élections devraient avoir lieu en octobre 2004.

## ► Un pays privé de soins de santé

Médecins Sans Frontières (MSF) a rendu public, le 6 mai 2004 un rapport d'avril 2004 intitulé: «*Accès aux soins de santé au Burundi : Résultats de 3 enquêtes épidémiologiques*». Selon ce rapport, un million de Burundais sont exclus de soins de santé les plus élémentaires et deux-tiers de la population n'ont d'autre choix, pour se faire soigner, que de recourir à des moyens extrêmes comme le «*travail forcé et la vente des biens essentiels*». Toujours selon MSF, cette réalité alarmante n'est pas liée à la guerre; elle est la conséquence directe de l'introduction d'un nouveau système de financement des soins de santé.

## ► Nomination d'un nouveau nonce apostolique

Selon une dépêche de l'agence de presse MISNA, tous les évêques du Burundi ont accueilli, le 22 avril 2004, le nouveau nonce apostolique au Burundi, *Mgr Paul Richard Gallagher*. Il remplace Mgr Michael Aidan Courtney (de nationalité irlandaise) assassiné le 29 décembre 2003 dans des circonstances non encore éclaircies, alors qu'il était à bord de sa voiture sur une route au sud de la capitale Bujumbura.

Monseigneur Gallagher est né à Liverpool (Grande-Bretagne) le 23 janvier 1954 et a été ordonné prêtre le 31 juillet 1977. Entré dans le service diplomatique du Vatican le 1er mai 1984, il a été nommé nonce apostolique le 22 janvier dernier.

## ► Site pour les femmes

Appelé «*Umukenyezi*» (Femme), ce site se veut un «*espace de communication et d'échanges pour et par les femmes*». Le chapeau comporte un mot de l'épouse du Président de la République du Burundi qui affirme dédier ce site à la femme burundaise, «*source de vie et d'espoir*» qui «*incarne la survie, le développement et la prospérité de la nation*». A la une des informations du 5 mai 2004 figurent notamment les titres suivants: «*Eglise Episcopale du Burundi : remise de certificats à 131 femmes adultes néo-alphabétisées; Les droits des femmes sont manipulés; Cinq cas de viols enregistrés en avril; Jeanne Gapiya : 18 ans avec le SIDA*» et deux témoignages: «*Je me cache toujours avec mon SIDA ; Amélie, une jeune veuve de 30 ans*».

<http://www.umukenyezi.org>

# République Démocratique du Congo

---

## ► En résumé

Le Secrétaire général de l'ONU a nommé quatre experts pour contrôler les mouvements des armes en RDC. Au niveau politique, l'Assemblée nationale a adopté le texte harmonisé et modifié de la loi portant organisation, attributions et fonctionnement de la Commission électorale indépendante (CEI). Pendant ce temps, plusieurs voix dénoncent la cacophonie qui règne au sommet de l'Etat et qui met en péril la transition. Il s'agit du Comité international d'accompagnement de la transition (CIAT), de la Société civile du Sud-Kivu, de la Conférence Episcopale Nationale du Congo (CENCO), de certains partis politiques et même du Ministres des Affaires Etrangères. L'Est du pays connaît un regain d'insécurité avec des incursions de l'Armée Patriotique Rwandaise (APR) et des affrontements entre celle-ci et les Mai-Mai. Du point de vue économique, l'achat par des dignitaires du RCD proches de Kigali de grandes étendues de terre à l'Est est perçu comme une autre forme de guerre. Pour sa part, le Cadastre minier de RDC (CAMI) met gravement en cause la Banque mondiale (BM) l'accusant de vouloir exercer une mainmise sur le secteur minier congolais.

## ► Contrôle des mouvements d'armes

Selon un communiqué de l'ONU du 27 avril 2004, le Secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a nommé un groupe d'experts chargés de contrôler les mouvements d'armes en RDC. Il s'agit de: Mme Kathi Lynn Austin (Etats-Unis d'Amérique); Victor Dupere (Canada); Jean-Luc Gallet (France) et Léon-Pascal Seudie (Cameroun).

## ► Cacophonie au sein du gouvernement

Alors que l'Assemblée nationale a adopté le texte harmonisé et modifié de la loi portant organisation, attributions et fonctionnement de la Commission électorale indépendante (CEI), plusieurs voix dénoncent le dysfonctionnement du Gouvernement. Le Comité international d'accompagnement de la transition (CIAT) trouve que les réformes en cours sont très lentes par rapport au calendrier du gouvernement et ne cesse de rappeler le Gouvernement à l'ordre. Par la voix du porte-parole du Président de la république, celui-ci estime que le CIAT outrepassé ses compétences. D'autre part, selon l'agence de presse APA du 21 avril 2004, un collectif de personnalités politiques et de notables a signé une «*Déclaration politique*» dans laquelle ils demandent au chef de l'Etat et aux quatre vice-présidents de la République de limoger «*sans condition les membres du gouvernement qui ne sont pas à la hauteur et ne réalisent pas les objectifs qui leur sont assignés*». Ils demandent également la mise en place d'une coordination gouvernementale efficace et crédible.

Dans une lettre ouverte adressée au Président de la république, la Société civile du Sud-Kivu dénonce des «*tractations d'exclusion de la Société civile dans le partage vertical et équitable au niveau de la Territoriale*». Elle attribue cette campagne au RCD/Goma et à quelques politiciens en quête «*d'avantages socio-politiques*». La dernière en date à monter au créneau est l'Eglise catholique. Par la voix du Cardinal Frédéric Etsou, elle dénonce la volonté de certains politiciens de «*retarder intentionnellement la mise en place des institutions républicaines*». Ces mêmes politiciens «*semblent servir les intérêts de l'étranger plutôt que l'intégrité de leur pays*» et «*la survie de leurs concitoyens*».

# République Démocratique du Congo

---

## ► Insécurité à l'Est

Selon l'agence de presse APA du 19 avril 2004, «un nouveau mouvement dénommé *Front de Libération de l'Est du Congo*, « FLEC », se serait créé et aurait «comme objectif de faire sécession de tout l'Est : de l'Ituri jusqu'à Uvira en passant par Beni, Butembo, Goma, Bukavu, pour la partition de la RDC». Il serait formé de membres de l'ex-composante RCD-Goma. La situation s'est encore dégradée quand plusieurs sources ont signalé l'incursion de l'armée rwandaise, incursion dénoncée par le Gouvernement de Kinshasa qui a demandé d'urgence une réunion du Conseil de sécurité pour statuer sur cette affaire. Ce dernier s'est réuni à huit clos le 5 mai 2004. Il s'est contenté «d'exprimer son inquiétude et a appelé les gouvernements de la RDC et du Rwanda à travailler ensemble pour restaurer la confiance».

Après avoir nié cette incursion, le Rwanda l'a justifiée par la poursuite des rebelles hutu qui attaquent son territoire à partir de la RDC. Il a menacé de renvoyer ses troupes en RDC, si la MONUC et Kinshasa ne sécurisent pas sa frontière. Certaines sources parlent de la présence de 22.000 soldats rwandais qui occupent des localités de l'Est de la RDC. Par la voix du cardinal Frédéric Etsou, l'Eglise catholique de la RDC «condamne les incursions des forces armées rwandaises assorties de menaces et propos belliqueux de certains responsables politiques».

Le Gouvernement de Kinshasa s'est résolu à adopter un profil bas tout en déplorant que le Conseil de sécurité ait choisi de «*privilégier le pays voisin au détriment de la population congolaise*».

L'armée congolaise se bat aussi avec les milices rwandaises qu'elle tente de mettre hors d'état de nuire pour éviter les accusations du Rwanda selon lesquelles le gouvernement ne fait rien pour les désarmer.

## ► Achats de grandes étendues de terre par les dignitaires du RCD

Selon le journal *L'Observateur* du 7 mai 2004, le gouverneur Mazambi et le Mwami Sangara Amani ont «vendu» une concession de 1.400 ha à Bizima Karaha et à Azarias Ruberwa, alors que Serufuli s'emparait de 1.500 ha où il aurait implanté la base logistique de sa milice dénommée les «combattants». Un sujet rwandais proche du président Paul Kagame, M. Rukungu, serait en tête du projet. Toujours selon le journal, l'intention non avouée des dignitaires du RCD est de conquérir les hauts plateaux de Mitumba, de créer un couloir Masisi-Minembwe, reliant le Rwanda à l'Est du Congo. Des sommes d'argent énormes seraient mobilisées pour acheter auprès des pauvres les grandes concessions. Le journal qualifie ces achats de nouvelle forme de guerre du Rwanda en RDC.

## ► La Banque mondiale accusée d'avoir une main mise sur le secteur minier de la RDC

Selon une information de l'AFP du 5 mai 2004, le Cadastre minier de RDC (CAMI, un établissement public dont l'organisation et le fonctionnement sont définis par décret présidentiel) «a mis gravement en cause la Banque mondiale (BM) accusée de vouloir exercer une mainmise sur le secteur minier congolais». Le CAMI reproche à la BM de préférer «la procédure d'un appel d'offre à la place de la nomination d'un comité de direction du CAMI» - dont relève l'autorité sur toute exploitation des mines - et de «menacer de suspendre l'assistance financière au secteur minier de la RDC».

# Rwanda

---

## ► En résumé

4.000 prisonniers ont été libérés en avril 2004, en même temps que reprenait le procès de l'ancien président de la république, Pasteur Bizimungu. Le Rwanda a tenu son troisième Sommet de l'unité et la réconciliation. Suite à des incursions des rebelles rwandais, le Rwanda a massé des troupes le long de toutes ses frontières et a fait même des incursions en RDC et au Burundi. Un haut responsable militaire de l'Armée pour la Libération du Rwanda (ALIR) s'est livré aux autorités rwandaises.

## ► Libération de 4.000 prisonniers

Selon une brève de l'organisation *Peace, Justice* du 29 avril 2004 citant l'agence de presse *Rwanda News Agence (RNA)*, un peu plus de 4.000 détenus rwandais, suspectés d'avoir pris part au génocide de 1994, ont été remis en liberté après avoir effectué une période de réhabilitation d'un mois dans les provinces de Gikongoro, Gisenyi, Cyangugu, Kibungo et dans la capitale. La mesure qui a permis leur libération concerne également les autres milliers de détenus qui devraient bénéficier du décret de remise en liberté provisoire annoncé en 2003.

Selon *Peace, Justice*, il est difficile de connaître actuellement le nombre de la population carcérale. D'après des sources humanitaires concordantes, elle dépasse les 90.000 détenus.

## ► Reprise du procès de l'ex-Président Pasteur Bizimungu

Selon des dépêches de l'AFP, le procès de l'ancien Président de la République Pasteur Bizimungu a repris le 20 avril 2004 après une interruption d'un peu plus d'une année et demie. Il est poursuivi pour «atteinte à la sûreté de l'Etat, association de malfaiteurs,

*divisionisme ethnique, appropriation de fonds publics et détention illégale d'armes*».

Ce procès a connu un tournant. Un des témoins clés dans le procès a retiré les accusations lancées à l'encontre de l'ancien chef d'Etat, en soutenant que la déposition présentée par l'accusation devant le tribunal, et faite il y a quelques mois aux forces de sécurité, était le fruit d'intimidations exercées par la police rwandaise à son égard. Son exemple a été suivi par un autre témoin (une femme) qui a également contredit les déclarations faites dans le passé. Dans ce second cas, la femme avait parlé d'une rencontre qui se serait tenue dans le village natal de Bizimungu au cours de laquelle il aurait alimenté le divisionnisme ethnique afin de retourner au pouvoir.

Au cours de ce même procès, l'avocat de l'ex-président, Me Jean-Bosco Kazungu, a été placé aux arrêts pour 24 heures, le 21 avril 2004, pour "outrage à magistrat". Cet emprisonnement a provoqué la protestation du barreau de Kigali qui, dans le même temps, a dénoncé le «mépris de certains juges envers les avocats et envers la défense».

## ► Troisième Sommet de l'unité et la réconciliation

Selon des dépêches de l'AFP des 7 et 10 mai 2004, le Rwanda a tenu son troisième sommet de l'unité et la réconciliation du 7 au 9 mai 2004. Dans son discours d'ouverture, le Président Paul Kagame s'en est une fois de plus pris aux étrangers qui portent une part de responsabilité dans le génocide rwandais. Dans le même temps, il a appelé les Rwandais à se réconcilier avec ces étrangers.

Le Président rwandais s'en est pris encore

# Rwanda

---

## ► Troisième Sommet de l'unité et la réconciliation (suite)

à la communauté internationale qu'il accuse de pratiquer le *"deux poids, deux mesures"* en ce qui concerne le Rwanda. Il a notamment critiqué les pays qui réclament que le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) juge également les crimes qu'aurait commis le Front patriotique rwandais (FPR) au cours de la guerre, affirmant que le FPR n'a tué que des auteurs des massacres pour mettre fin au génocide. Selon toujours l'AFP, le RDR (Rassemblement Républicain pour la Démocratie au Rwanda), mouvement politique opposé au régime de Kigali, estime que le régime FPR n'a aucune volonté réelle de réconciliation avec ses adversaires politiques. *"Il ne peut y avoir d'unité ou de réconciliation nationale dans la tyrannie, la répression de toute opposition ou dissidence politique, l'impunité institutionnalisée pour les présumés criminels du FPR au pouvoir, l'injustice et le mépris constant des droits humains"*, dit-il.

## ► L'Armée rwandaise masse ses troupes le long de toutes ses frontières

Selon plusieurs agences de presse, l'Armée Patriotique Rwandaise (APR) a déployé d'importantes troupes le long de ses frontières avec le Burundi, la RDC et l'Ouganda en prévision d'éventuelles attaques de rebelles Hutu basés en RDC. Elle a même fait des incursions en RDC que les autorités et la presse congolaises qualifient de véritable retour dans le pays (voir RDC : insécurité dans l'Est). L'APR a également fait des incursions d'une trentaine de kilomètres au Nord-Ouest du Burundi puis a présenté ses excuses après la protestation des autorités burundaises. Le Rwanda a également demandé à l'ONU de sécuriser ses frontières avec la RDC pour éviter des attaques des rebelles hutu. Il a affirmé que dans le cas contraire, il était prêt à y renvoyer ses troupes.

## ► Reddition d'un chef rebelle

Selon les agences de presse ATS et BELGA du 13 avril 2004, un haut responsable militaire de la rébellion hutu, Evariste MURENZI, a quitté la RDC et s'est livré aux autorités rwandaises. Il appartenait à l'Armée de la Libération du Rwanda (ALIR). Il rejoint ainsi un autre chef rebelle hutu, Paul RWARAKABIJE, qui était rentré au Rwanda en novembre 2003. Les autorités rwandaises interprètent ces redditions comme un signe de l'essoufflement de la rébellion. L'armée rwandaise affirme aussi que des combats auraient opposé l'APR à quelque 250 combattants de milices hutu venant de la RDC qui auraient effectué une intrusion au Rwanda. L'information n'a pas été confirmée par une source indépendante.

# Documents sur la région des Grands Lacs      Mai 2004

---

*Cette liste présente les principaux documents envoyés à EURAC entre le 8 avril et le 15 mai 2004. Elle ne reflète pas nécessairement le point de vue d'EURAC. Les documents sont classés par pays ou région puis par thème. Ils sont disponibles par courrier électronique ou uniquement sur papier. Ils sont distribués gratuitement aux membres d'EURAC. Pour tous les autres, ils peuvent être obtenus au prix de 0,1 € la page (plus frais d'envoi) à l'aide du numéro de référence (F.x.x.x). Toute demande de documents est majorée de 2,5 € de frais administratifs. Les documents, dont le numéro de référence est suivi du signe @, sont disponibles par courrier électronique.*

## ► Grands Lacs

### Droits de l'Homme

**State of pain :  
Torture in Uganda**  
F. 5885 @  
HRW, Washington,  
15/03/04, 66 p.

### Eglise

**Association des  
Conférences Episcopales  
du Rwanda et du  
Burundi: Communiqué**  
F. 5922 @  
HABIYAMBERE A. et  
NTAGWARARA J.  
ACOREB, Kabgayi  
04/05/04, 2 p.

### Génocide

**Dix ans après le  
génocide: l'Afrique  
centrale au pied du mur**  
F. 5909 @  
ARNAUD Zacharie,  
Le Soir, Bruxelles,  
21/04/04, 2 p.

### Politique

**Northern Uganda:  
Understanding and solving  
the conflict**  
F. 5904  
*International Crisis Group*  
Brussels, 14/04/04, 43 p.

**La réconciliation nationale  
comme préalable à la  
sécurité et à la paix  
durables au Rwanda et  
dans les pays des Grands  
Lacs de l'Afrique**  
F. 5868 @  
INGABIRE UMUHOZA  
V., UFDR, Rijswijk,  
23/04/04, 6 p.

### Presse

**Rapport annuel 204 de  
RSF: Burundi, RDC,  
Rwanda et Ouganda**  
F. 5912 @  
RSF, Paris, 03/05/04, 16 p.

### Société civile

**Les héros de l'ombre à  
l'honneur**  
F. 5923 @  
MFURANZIMA Gérard,  
Syfia Grands Lacs,  
Montpellier, 22/04/04, 3 p.

**A concept note. Co-  
ordination of the National  
Civil society input for the  
UN/AU International  
conference on the Great  
Lakes region (GLR)**  
F. 5943 @  
The Mwalimu Nyerere  
Foundation, Dar es Salaam,  
15/05/04, 12 p.

**Conference Arrangements.  
Co-ordination of the  
Regional Civil society input  
for the UN/AU International  
conference on the Great  
Lakes region (GLR) of  
Central and Eastern Africa**  
F. 5942 @  
The Mwalimu Nyerere  
Foundation, Dar es Salaam,  
15/05/04, 12 p.

## ► BURUNDI

### Droits de l'Homme

#### **Burundi : Focus on displaced pygmies**

F. 5847 @

Nations Unies, Bujumbura, 30/03/04, 2 p.

#### **Burundi. Amnesty International's recommendations on the deployment of UN peacekeeping forces**

F. 5833 @

Amnesty International London, 21/04/04, 4 p.

#### **Rapport annuel sur la situation des droits de l'Homme au Burundi pour l'année 2003 (Synthèse)**

F. 5919 @

Ligue ITEKA, Bujumbura, 03/05/04, 8 p.

#### **Accès aux soins de santé au Burundi: Résultats de trois enquêtes épidémiologiques**

F. 5928

MSF, Bruxelles, 31/03/04, 78 p.

### Eglise

#### **La revue Nigrizia s'interroge sur l'assassinat du Nonce Apostolique Mgr Courtney: "Ils le voulaient mort"**

F. 5908 @

McCARTNEY Philippe J. Nigrizia, Rome, 18/03/04, 4 p.

### Génocide

#### **Il y a 32 ans, la folie meurtrière frappait le Burundi.**

F. 5839 @

RUKINDIKIZA G. et BARUBIRIZA S. Paris, 29/04/04, 5 p.

#### **Est-ce possible de se libérer du traumatisme psychologique causé par le génocide de 1972 ? Si oui, par quelle approche ?**

F. 5927 @

RUKUNDO Georges Bonn, 06/05/04, 13 p.

### Politique

#### **Observations critiques sur le projet de constitution de la République du Burundi pour la période post-transition (2004)**

F. 5895 @

NDAYONGEJE Lazare Bujumbura, 14/03/04, 7 p.

#### **Message adressé à Son Excellence Jacob Zuma, Vice-Président de la République Sud Africaine et médiateur principal dans le processus de cessez-le-feu**

F. 5897 @

NIBARUTA Anicet et autres, CNDD et autres, Bujumbura, 23/03/04, 2 p.

#### **Les élections "étaient" possibles**

F.5900 @

SINDAYIGAYA Jean-Marie Bruxelles, 09/04/04, 9 p.

#### **Forum des partis ou l'effet boomerang d'Arusha: les conséquences de la logique ethnique**

F. 5834 @

SUNZU Salvator Nairobi, 23/04/04, 5 p.

#### **L'assassinat du Roi Ntare V: 32 ans jour pour jour**

F. 5907 @

Radio Publique Africaine, Bujumbura, 01/05/04, 4 p.

#### **Burundi élections: la sagesse populaire dit 'non' aux manœuvres du gouvernement**

F. 5888 @

NDAYUHURUME Laurent Bujumbura, 17/04/04, 5 p.

#### **Le CNDD-FDD indique qu'il suspend la participation de ses représentants au Conseil des Ministres et à l'Assemblée Nationale**

F. 5917 @

NKURUNZIZA Pierre, CNDD-FDD, Bujumbura, 03/05/04, 3 p.

### Réfugiés

#### **Spécial report on repatriation of burundian refugees**

F. 5851 @

Nations Unies, Dar es Salaam, 15/03/04, 6 p.

### Société civile

#### **Puisse l'équité présider au retour à la vie dans le pays**

F. 5914

NTABONA Adrien, Conseil National des Bashingantahe, Ngozi, 22/03/04, 6 p.

## ► RDC

### Droits de l'Homme

**Situation des droits de l'homme en République Démocratique du Congo Cas du Sud-Kivu**

*F. 5902 @*  
Héritiers de la Justice,  
Bukavu, 30/01/04, 85 p.

**The silent war**

*F. 5883 @*  
MATTIMER Mark  
Times magazine N° 45,  
London, 20/03/04, 5 p.

**Rapport d'activités du groupe Justice et Libération du premier trimestre 2004**

*F. 5905 @*  
Groupe Justice et Libération, Kisangani,  
21/03/04, 18 p.

**Premier rapport trimestriel 2004 des violations des droits de l'homme de ASADHO-BENI**

*F. 5843 @*  
KAMABU Ngavo  
ASADHO, Beni, 28/11/03,  
9 p.

**Rapport d'enquête et d'assistance aux hommes victimes des violences sexuelles à Fizi/Province du Sud-Kivu en République Démocratique du Congo**

*F. 5859 @*  
Arche de l'Alliance,  
Bukavu, 13/04/04, 5 p.

**Atelier de formulation du plan d'action en faveur des populations déplacées et retournées**

*F. 5846 @*  
OCHA, Goma, 15/04/04,  
44 p.

**DRC: Special report on OCHA's emergency field unit**

*F. 5906 @*  
OCHA, Nairobi, 30/04/04,  
4 p.

**SOS Enfants du Maniema**

*F. 5916*  
DJANGA KATAKALA  
Patrick  
ADDE, Kinshasa, 05/02/04,  
6 p.

**Enfants congolais, guerres et héritage. Rapport sur les droits de l'homme dans la province du Sud-Kivu en RDCongo**

*F. 5883 @*  
GRAM-Kivu,  
Bukavu, 21/03/04, 19 p.

**Reintegrating child soldiers in DR Congo: fears for the girls**

*F. 5860*  
HARISPE François-Xavier,  
Nations Unies, Bunia,  
13/04/04, 3 p.

**Campagne de démobilisation des enfants soldats en République Démocratique du Congo**

*F. 5874 @*  
WAKENGE NGIMBI  
Raphaël, Bukavu, 22/04/04,  
2 p.

**Mémo des femmes congolaises d'origine tutsie au Gouvernement américain à l'occasion de la journée internationale de la femme, 8 mars 2004**

*F. 5824 @*  
NAKAGAJU  
Bukavu, 08/03/04, 2 p.

**Dénonciation des violences faites aux femmes**

*F. 5856 @*  
MAHA Vincent, Société civile  
du Grand-Nord, Butembo,  
31/03/04, 6 p.

**Rapport de l'identification des cas de violences sexuelles à l'égard de la femme dans la province du Maniema en République Démocratique du Congo**

*F. 5901 @*  
Maniema-Liberté  
Kindu, 15/04/04, 39 p.

**Rapport de mission d'évaluation de la situation des droits de l'homme au Sankuru du 19 au 26 avril 2004**

*F. 5940 @*  
MFWAMBA MUKENDI  
Charles, CEFOP  
Kinshasa, 29/04/04, 14 p.

### Economie

**Déclaration de la Table ronde sur l'agriculture en République Démocratique du Congo**

*F. 5891 @*  
Gouvernement congolais,  
Kinshasa, 20/03/04, 3 p.

## ► RDC

### Economie

**Une autre forme de guerre: les dignitaires du RCD achètent de grandes étendues de terre à l'Est**

*F. 5930 @*

MANGA Muludama  
L'Observateur, Kinshasa,  
07/05/04, 3 p.

### Eglise

**RDC. Transition:  
L'Eglise catholique en colère**

*F. 5934 @*

ETSOU Frédéric, CENCO,  
Kinshasa, 10/05/04, 1 p.

### Politique

**Discours du Représentant permanent de la RDC auprès des Nations Unies au Conseil de Sécurité de l'ONU exigeant le retrait des troupes rwandaises de la RDC**

*F. 5844 @*

Gouvernement congolais,  
New York, 25/04/04, 4 p.

**Loi n° /04 avril 2004 portant organisation, attributions et fonctionnement de la Commission Vérité et Réconciliation**

*F. 5751 @*

KABILA Joseph,  
Gouvernement congolais,  
Kinshasa, 26/04/04, 21 p.

### Presse

**Pour une réforme des lois pénales applicables à la presse: le cas de la RDC**

*F. 5915 @*

Amnesty International,  
Paris, 03/05/04, 4 p.

### Société civile

**Ordre et désordre à Kinshasa. Réponses populaires à la faillite de l'Etat**

*F. 5825*

TREFON Théodore,  
Cahiers Africains N° 61-62,  
Tervuren, 22/04/04, 252 p.

**Lettre ouverte de la Société civile du Sud-Kivu au Président Joseph Kabila**

*F. 5933 @*

WAKILONGO Pascal  
et autres, APED et autres,  
Bukavu, 28/04/04, 7 p.

## ► Rwanda

### Economie

#### **Liberté d'entreprendre, pas de critiquer**

*F. 5858 @*  
RFI au Rwanda, Kigali, 13/04/04, 4 p.

### Eglise

#### **Communiqué final du Colloque sur l'Eglise et la Société rwandaise face au génocide et aux massacres, dix ans après**

*F. 5920 @*  
HABIYAMBERE Alexis, CEPR, Kigali, 31/03/04, 6 p.

#### **Le Martyrologe de l'Eglise du Rwanda en 1994**

*F. 5913 @*  
Agence Fides, Rome, 06/04/04, 7 p.

#### **L'engagement de Kigali**

*F. 5876 @*  
Conseil Oecuménique des Eglises, Kigali, 18/04/04, 3 p.

### Génocide

#### **Message des Evêques catholiques du Rwanda à l'occasion de la commémoration du dixième anniversaire du génocide et des massacres**

*F. 5920 @*  
HABIYAMBERE Alexis et autres, CEPR, Kigali, 31/03/04, 6 p.

#### **Témoignage d'Abdul Ruzibiza visant à démontrer comment le Gouvernement rwandais et le FPR sont responsables des erreurs qui ont rendu possible le génocide**

*F. 5823 @*  
RUZIBIZA Abdul, Breinnasen, 14/03/04, 32 p.

#### **Conclusions provisoires des travaux de la Commission d'enquête citoyenne sur le rôle de la France durant le génocide des Tutsi au Rwanda en 1994**

*F. 5889 @*  
AIRCRIGE et autres, Paris, 26/03/04, 7 p.

#### **Le génocide de 1994.**

#### **L'usage de la dette extérieure du Rwanda (1990-1994). La responsabilité des bailleurs de fonds**

*F. 5673 @*  
CHOSSUDOVSKY Michel et GALAND Pierre, PAPG, Ottawa, 30/03/04, 42 p.

#### **Rwanda, Ten years on: from genocide to dictatorship**

*F. 5809*  
REYNTJENS Filip, University of Antwerp, Antwerp, 01/04/04, 23 p.

#### **“Marked for death”, Rape survivors living with HIV/AIDS in Rwanda**

*F. 5862 @*  
Amnesty International, London, 06/04/04, 32 p.

#### **Lasting wounds: consequences of genocide and war for Rwanda's children**

*F. 5854 @*  
HRW, London, 08/04/04, 5 p.

#### **Le terme ‘génocide’ est porteur de violences extrêmes dans la société rwandaise**

*F. 5884 @*  
MURERE Guillaume, Longueuil, 14/04/04, 10 p.

#### **Broken bodies, torn spirits. Living with genocide, rape and HIV/AIDS**

*F. 5865 @*  
African Rights, Kigali, 15/04/04, 7 p.

#### **Dix ans après le génocide, les survivants attendent toujours la réparation**

*F. 5881*  
KANAMUGIRE Cyrien, Kinyamateka N° 1643, Kigali, 15/04/04, 2 p.

#### **Après le génocide, comment reprend la vie politique au Rwanda**

*F. 5890 @*  
VIDAL Claudine, Amnesty International, Paris, 18/04/04, 3 p.

## ► Rwanda

### Génocide

#### **Rwanda: preparing for another genocide**

*F. 5828 @*  
IDANG Alibi, Daily Trust,  
Abuja, 22/04/04, 2 p.

#### **Penser le Rwanda....**

*F. 5870 @*  
RICHARD Alain,  
Bordeaux, 23/04/04, 5 p.

#### **Rwanda, 10 ans après, le moment de comprendre**

*F. 5826*  
CIMADE, Causes  
Communes N° 43, Paris,  
1/04/04, 27 p.

#### **Rwanda: La lente reconstruction d'un pays tourmenté**

*F. 5910 @*  
COSTA Pierantonio et  
SCALETARI Luciano,  
Rome, 01/05/04, 9 p.

#### **Exploiting our guilt over Rwanda's genocide**

*F. 5937 @*  
WALSH Declan, New  
York, 07/04/04, 2 p.

#### **André Guichaoua: L'assassinat du Président Habyarimana a été programmé dès 1993**

*F. 5938 @*  
Le Monde, Paris,  
06/05/04, 4 p.

#### **Observations sur le "Projet de la Communauté**

#### **Française Wallonie- Bruxelles": Rwanda 10 ans après...du déni des droits à l'engagement des jeunes citoyens**

*F. 5939 @*  
BICAMUMPAKA Bède,  
SOS-TABARA – Help,  
Bruxelles, 15/03/04, 15 p.

### Politique

#### **Le PDN-Igihango souhaite des discussions avec le Gouvernement rwandais**

*F. 5941 @*  
MUSHAYIDI Déo,  
PDN-Igihango, Bruxelles,  
07/05/04, 2 p.

### Société civile

#### **Note du Ministère de l'Administration locale, développement rural et affaires sociales (MINALOC) sur la politique de collaboration entre l'Etat et la Société Civile présentée au CLADHO pour commentaires, 10 mars 2004**

*F. 5850 @*  
MINALOC  
Kigali, 01/03/04, 8 p.